

01 Tendances migratoires	1
02 Contrôle et gestion des frontières	2
03 Accueil, protection, intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquants	7
05 Actualités du RAEMH et du réseau Caritas	9



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Migrations transnationales



Publication des rapports périodiques régionaux du MMC: [Europe](#), [Afrique du Nord](#), [Afrique de l'Ouest](#).

« [Le rôle du trafic illicite dans le parcours, le financement et la prise de risques des migrants dans le Sahel central](#) », rapport qui évoque le recours aux passeur-se-s pour contourner les restrictions aux frontières des pays de Cédéao et comment cela mène finalement à emprunter des itinéraires dangereux.

« [Au-delà des restrictions : migration et trafic illicite à travers la Méditerranée, l'Atlantique et la Manche](#) », rapport qui explore les récentes dynamiques de migration irrégulière vers l'UE et le Royaume-Uni, leurs évolutions depuis 2023 et les possibles changements à venir.

Tunisie : selon les organisations d'aide aux personnes en mobilité, la [plupart des femmes migrantes dans le pays ont déjà été victimes d'agressions sexuelles](#). Des agressions qui aboutissent parfois à des grossesses non désirées et face auxquelles aucune aide juridique ou policière n'est possible.

Manche : Entre janvier et avril 2025, [plus de 10.500 personnes ont débarqué sur les côtes britanniques](#). Un record. La majorité vient d'Afghanistan, puis de Syrie, Iran et Vietnam.

Déplacements forcés

Soudan : Deux ans après le début de la guerre civile, le HCR y voit la « [crise de déplacement la plus dévastatrice au monde](#), survenant dans le contexte de la pire situation de financement humanitaire depuis des décennies ». [Plus de 13 millions de personnes ont été déplacées, dont 775.000 au Tchad](#), rejoignant un demi-million de Soudanais qui avaient déjà fui lors du précédent conflit au Darfour (2003-2004). Aussi, les [paramilitaires se sont emparés du camp de Zamzam](#) au Darfour du Nord (périphérie de la [grande ville d'El-Fasher, où les combats font rage](#)), qui abrite plus de 500.000 personnes et touché par la famine.



Amnesty International dénonce dans un rapport récent (« [Ils nous ont toutes violées](#) ») le recours généralisé aux violences sexuelles par les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) soudanaises, rapportant des cas d'esclaves sexuelles ou de

RDC: Selon l'OIM, [plus de 7 millions de personnes ont été déracinées par les violences, notamment dans l'est du pays, mais aussi par des épisodes climatiques violents](#). Depuis janvier 2025, plus de 660.000 personnes ont été déplacées à nouveau dans la seule région de Goma, et [41 000 ont trouvé refuge en Ouganda](#), alors que le système

d'accueil du pays a été mis à mal par la réduction de l'aide américaine. Au [Burundi](#), qui a accueilli plus de 70.000 personnes venant de RDC, un site de transit abritant des dizaines de milliers de personnes a dû être fermé du fait de l'avancée des violences dans la région frontalière.

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération & gouvernance

Mali/Mauritanie: visite du premier ministre mauritanien au Mali au cours de laquelle la [lutte contre la migration irrégulière a été abordée comme priorité commune](#). Pour rappel, la diaspora malienne en partance pour les Canaries via la Mauritanie est nombreuse.

France/Royaume-Uni: pourparlers en cours entre les deux pays sur [un programme visant à renvoyer les personnes qui ont traversé la Manche à bord de « small boats »](#) vers la France.

Surveillance, refoulement

Sénégal/Guinée Bissau: [arrestation de plus de 180 personnes en partance vers les Canaries](#) début avril faisant suite à une autre opération d'envergure concernant [plus de 400 personnes](#), provenant de toute la sous-région (Sierra Leone, Sénégal, Gambie, etc.). Mi-mars, [le maire du village de Dionewar, au Sénégal avait été arrêté, soupçonné de participer à un réseau de passeurs](#).

Mauritanie: depuis fin février, vastes [opérations d'arrestations](#), devenues quasiment quotidiennes, visant des personnes en partance vers les Canaries, mais aussi des personnes installées sans intention d'émigrer. Un climat de grande crainte s'est installé dans le pays. Après un passage en détention, les personnes sont renvoyées et bloquées aux frontières avec le Sénégal ([Rosso](#)) ou le Mali. Face aux critiques d'ONG et d'autres pays qui ont dénoncé des expulsions "inhumaines" (réactions de [Dakar](#) et [Bamako](#)), le ministre mauritanien de l'Intérieur, a déclaré que les expulsions étaient "faites dans le respect des conventions internationales". Ce même ministre a par ailleurs annoncé que les corps de plus de [100 personnes avaient été repêchés](#) au large de la Mauritanie depuis le début de l'année.

France /Italie: [Démantèlement d'un réseau de trafic](#) entre les deux pays. 24 personnes interpellées. Les passeurs pouvaient être rémunérés jusqu'à 25.000€ euros par trajet - et pouvaient transporter des dizaines de personnes entassés dans des fourgons.

France: En [visite sur l'île de Mayotte](#), dans l'océan indien, le Président Emmanuel Macron a annoncé une nouvelle opération pour lutter contre l'immigration irrégulière nommée « le mur de fer ».

UE/Frontex: Dans une lettre adressée aux dirigeants de l'UE, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté les plans de l'UE en matière de politique migratoire, confirmant une [révision en 2026 du mandat de Frontex](#) afin de renforcer son rôle dans les retours.

Turquie/Grèce: [Un nouveau mur sera bientôt érigé à la frontière entre les deux pays](#), dans la région de l'Evros, venant s'ajouter à la barrière d'acier construite par Athènes à ce même endroit pour empêcher les passages.

Libye: suspension des activités de [dix ONG internationales accusées d'activités « hostiles »](#). Le porte-parole des services de sécurité libyen accuse « toutes les ONG de « trafic » de migrants et de « blanchiment d'argent » sous couvert d'action humanitaire ». Parmi elles: Terre des hommes, Médecins sans frontières et le Conseil norvégien pour les réfugiés.

Tunisie: Aussi, une [dizaine de militants ont été incarcérées pour leur engagement associatif](#) ou leur participation à des projets de soutien aux réfugiés. Elles sont accusées d'avoir encouragé l'installation de personnes en situation irrégulière.

Intelligence Artificielle: si le nombre de [dispositifs de contrôle via des technologies pilotées par l'IA se multiplient aux frontières de l'Europe](#), leur efficacité n'est pas démontrée, les personnes en mobilité et les passeurs développant des stratégies de contournement qui fonctionnent parfois. Ces technologies « ne

seraient pas nécessairement conçues pour arrêter tout le monde, mais pour accroître le risque de détection et d'arrestation, ainsi que la perception d'une surveillance. L'objectif est de dissuader les futurs passages, plutôt que de mettre fin à la contrebande actuelle» selon un expert.

Disparitions, sauvetages

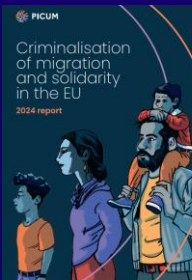
Statistiques: selon [l'OIM, près de 9.000 personnes sont mortes sur les routes migratoires dans le monde en 2024](#), (dont près de 2.500 en Méditerranée), année la plus meurtrière jamais enregistrée. L'OIM rappelle que le nombre réel de décès et de disparitions est probablement bien plus élevé, car tous ne sont pas documentés par manque de sources officielles. De plus, l'identité et les caractéristiques démographiques de la majorité des personnes décédées ou disparues sont inconnues.

Selon [UNICEF](#), au cours des dix dernières années, environ [3.500 enfants sont morts ou portés disparus](#) après avoir tenté de traverser la Méditerranée centrale pour rejoindre l'Italie, soit 1 décès d'enfant chaque jour depuis dix ans.

Italie: [La justice italienne a condamné l'État à verser une indemnisation à un groupe d'exilés érythréens](#), qui avaient été bloqués durant 10 jours en août 2018 sur un navire militaire italien, refusant leur débarquement en Sicile. La décision de justice a provoqué la colère du gouvernement.

Par ailleurs, dans le cadre d'une la commission parlementaire pour la sécurité nationale, un

sous-secrétaire de cabinet a reconnu que le gouvernement italien avait [approuvé l'utilisation d'un outil de surveillance pour espionner les membres d'une ONG humanitaire](#), considérés comme une menace potentielle pour la sécurité nationale.



Rapport sur la « [criminalisation des migrations dans l'UE en 2024](#) » (PICUM) qui constate une hausse constante de la criminalisation des personnes en mobilité et des personnes leur venant en aide. Les exilé.e.s sont désormais poursuivis pour l'acte même de migrer illégalement mais aussi de plus en plus pour des accusations de trafic d'êtres humains.

Expulsions / retours / relocalisation

UE : Le 11 mars 2025, la [Commission européenne](#) a publié une [proposition de règlement sur le retour, destinée à remplacer la directive de 2008, ainsi que la proposition de refonte de 2018](#). L'objectif sous-jacent de la [proposition](#) est d'augmenter le nombre de personnes renvoyées. Cette révision est fortement décriée par la société civile, qui dénonce, parmi de nombreuses mesures, l'élargissement des possibilités de mise en détention des personnes migrantes, et ouvre la voie à la création de centres d'expulsion en dehors de l'UE par les pays membres (à titre d'exemple : communiqué de Migreurop [ici](#)).

Tunisie : le Président Kais Saïed [appelle l'OIM à intensifier ses efforts pour assurer les "retours](#)



Série d'articles publiés sur le site InfoMigrants à propos des personnes de retour en Côte d'Ivoire après une expérience migratoire. Sont évoqués par multiples témoignages : le [deuil de la famille restée au pays](#), les [programmes d'accompagnement au retour](#), les [traumatismes issus du parcours migratoire et leur séquelles](#), le [tabou autour de la décision du départ](#), le [tabou autour de la décision du départ](#).

[volontaires](#)" des personnes subsahariennes en situation irrégulière vers leurs pays d'origine. Quelques semaines plus tôt, [l'Italie avait annoncé un programme de 20 millions d'euros pour couvrir 3.300 « retours volontaires »](#) depuis la Tunisie, Libye et Algérie. 7.250 personnes sont rentrées "volontairement" depuis la Tunisie via l'OIM en 2024, et [plus de 1.000 sur le seul mois d'avril](#). On estime que le nombre de personnes en situation irrégulières en Tunisie se situe entre 20.000 et 25.000. Plusieurs ONG dénoncent le fait que le terme de « retours volontaires » cache en fait des [retours forcés](#) par des [conditions de vie extrêmement difficiles](#), une [montée du racisme](#)... En mars, des centaines de personnes ont été [abandonnées dans le désert](#) après avoir été interceptés en mer. Ce genre d'expulsion est désormais courante en Tunisie depuis l'été 2023. En avril, la Garde nationale tunisienne a [démantelé plusieurs campements](#) dans des oliveraies autour de Sfax, faisant suite à des plaintes déposées par des propriétaires des terrain.

Maroc/Sénégal: adoption à l'unanimité d'une loi autorisant le président de la République sénégalaise à ratifier une convention entre le Sénégal et le Maroc permettant le [transfert mutuel de détenus entre les deux pays](#). Les ressortissant.e.s sénégalais en situation irrégulière et incarcérés au Maroc, seront concernés par ces rapatriements.

France/Maroc : en visite au Maroc, le ministre de l'intérieur français a [salué « l'amélioration très significative » des réadmissions de ressortissants marocains en situation irrégulière](#) en France et a annoncé la formation d'un "groupe mixte" de travail franco-marocain chargé d'instruire la nationalité marocaine d'un certain nombre de personnes en situation irrégulière. Le but : faciliter leur expulsion en obtenant plus rapidement des laissez-passer consulaires - document nécessaire à leur éloignement.

Italie/Albanie: Dix jours après le transfert de 40 personnes d'Italie vers l'Albanie en vue d'une expulsion vers leur pays d'origine, [deux personnes ont dû être rapatriées pour des cas d'automutilation et deux autres pour des questions juridiques](#). Le commissaire européen aux Affaires intérieures a d'ailleurs déclaré fin avril que, suite à un rapport déposé par le comité anti-torture du Conseil de l'Europe, [l'UE surveillait les conditions de vie dans les centres de rapatriement italiens et les droits des migrants dans les centres gérés par l'Italie en Albanie](#). Les autorités italiennes, de leur côté, vantent le "premier rapatriement d'un citoyen étranger" détenu en Albanie.

Début avril, le Conseil des ministres italiens a adopté un décret-loi prévoyant de [convertir les centres d'accueil pour demandeurs d'asile en Albanie en centres de rapatriement pour les migrants en situation irrégulière](#). L'opposition dénonce un projet de "propagande" qui a coûté des "centaines de millions d'euros".

Fin avril, la Cour d'appel de Rome a jugé que le [protocole entre Rome et Tirana ne s'applique pas aux étrangers qui ont demandé une protection internationale](#).

Niger: depuis plus de 6 mois, [1.900 exilés hébergés dans le centre du HCR à Agadez dénoncent leurs conditions de vie](#) et réclament leur réinstallation dans une autre localité ou dans un pays tiers. La suspension des distributions de coupons alimentaires en février et l'arrestation de huit résidents a envenimé une situation déjà très tendue. La plupart ont atterri là après avoir été expulsés en plein désert depuis l'Algérie.

Allemagne: Le Land de Thuringe prévoit d'[héberger les demandeurs d'asile déboutés provenant de certains pays d'origine « sûrs » dans des centres d'accueil jusqu'à la fin de leur expulsion](#), plutôt que de les répartir sur tout le territoire comme c'était le cas jusqu'à récemment. Ce projet a suscité de vives critiques.

Détention / enfermement



[Bilan annuel de la Cimade](#) qui dénonce des pratiques abusives de placements en centres de rétention (CRA) en France, jugées, de surcroît, inefficaces puisque 60 % des personnes en CRA finissent par être libérées. La Cimade souligne que "la menace à l'ordre public" pour justifier des placements en rétention [...] participe [...] à troubler la perception des situations dans l'opinion publique », accentuant l'assimilation entre 'personnes étrangères' et 'délinquance'.

Tunisie : le [séjour irrégulier en Tunisie est considéré comme un délit et passible de prison](#). De plus en plus de personnes sont arrêtées et détenues.

03 | Accueil, protection, intégration

Premier accueil

Canaries : afin de diminuer la pression existante sur l'archipel, un [modification de la loi prévoit le transfert de 4.000 enfants étrangers non accompagnés dans les autres communautés autonomes](#) du pays, et ce malgré le désaccord de plusieurs régions. Depuis plusieurs mois, les dirigeants locaux des Canaries se plaignent du manque de ressources pour héberger les milliers d'enfants et d'adolescents non accompagnés qui arrivent sur leurs côtes. Le [journal El País avait](#)

[révélé que seuls 800 des 5.800 enfants pris en charge sur les îles disposent d'un permis de séjour](#) (14%), preuve que la loi, qui oblige à les doter de documents, n'est pas respectée.

France : La cour d'appel de Douai (nord du pays), a confirmé [l'illégalité des arrêtés qui, depuis 2020, interdisaient aux associations de distribuer des repas aux personnes exilées](#) dans le centre-ville de Calais.

Asile, Séjour

UE : publication d'une [liste de sept « pays sûrs »](#) (Maroc, Kosovo, Bangladesh, Colombie, Egypte, Inde et Tunisie), ce qui supposerait concrètement que leurs ressortissants n'auraient a priori pas le profil pour être éligibles à l'asile. Si elle est adoptée par le Parlement européen, cette liste serait la première à voir le jour de manière harmonisée à l'échelle européenne. De [nombreux représentant.e.s de la société civile](#) la critiquent déjà.

Sénégal/UE : [l'obtention d'un visa Schengen](#) pour les ressortissants sénégalais semble de plus en plus difficile, faisant le lit [des intermédiaires qui monnaient à prix d'or leurs services pour obtenir un rendez-vous](#).

Espagne : la [Conférence Episcopale Espagnole a réitéré son soutien à l'initiative législative populaire](#), admise à l'examen il y a plus d'un an, qui appelle à la régularisation extraordinaire de plus d'un demi-million de personnes.

France : adoption au Sénat de [deux propositions de loi](#) étendant la durée des rétentions administratives et limitant l'accès des personnes étrangères aux prestations sociales. A cela s'ajoute que dans certaines préfectures, des [circulaires enjoignent les policiers à signaler les étrangers en situation régulière qui auraient été placés en garde à vue](#). Les organisations de la société civile dénoncent ce « fichage » a priori, qui remet en cause le secret de l'instruction et la présomption d'innocence, le tout dans un climat de dérive que les organisations qualifient de xénophobe. Dans son [rapport annuel, Amnesty](#)

[International](#) alerte d'ailleurs sur la diffusion et la banalisation en France de discours « raciste[s] assez décomplexé[s] (...) anti-migrants, islamophobe et antisémite » relayé par certains médias.

Par ailleurs, la [dématérialisation des procédures administratives](#), via des plateformes numériques, met en grande difficultés les personnes exilées qui doivent faire face aux bugs informatiques, aux blocages administratifs et à l'absence de réponse humaine.

Algérie : pour la première fois dans le pays, dans un discours officiel, le Président Abdelmadjid Tebboune s'est dit [ouvert à la régularisation des travailleurs étrangers](#) en situation irrégulière, dans un cadre concerté avec les pays d'origine (pour répondre au besoin de main d'œuvre dans certains secteurs). Cette annonce contraste fortement avec les [vagues d'expulsions massives et régulières](#) vers la frontière nigérienne.

Royaume-Uni : de nouvelles instructions du gouvernement prévoient que les personnes arrivées de manière irrégulières se verront "en principe" [refuser l'obtention de la nationalité britannique](#). Un [premier recours en justice a été déposé par un réfugié](#).

Autriche : La nouvelle coalition au pouvoir depuis début mars a annoncé la [suspension temporaire, à effet immédiat, du regroupement familial](#). Pour faire définitivement valider cette mesure au niveau européen, l'Autriche tente d'invoquer une "clause d'urgence".

Pays Bas: Le gouvernement souhaiterait que les [enfants dont les demandes d'asile ont été rejetées attendent leur rapatriement vers leur pays d'origine dans des « centres de retour »](#) en dehors de l'UE.

Belgique: le gouvernement a lancé une [campagne sur les réseaux sociaux visant à décourager les personnes exilées de venir en Belgique](#). Des vidéos diffusées via whatsapp et

youtube évoquent la saturation des centres d'accueil et la longueur des procédures d'asile.

Allemagne: [arrêt temporaire d'un programme de réinstallation de réfugiés](#) qui existe depuis 2012, et par lequel une moyenne de 5 000 bénéficiaires par an a bénéficié, plaçant l'Allemagne au troisième rang des pays d'accueil après les États-Unis et le Canada..

Intégration - protection

France: en région parisienne, le département des Yvelines a annoncé sa volonté de construire dix "[villages accueillant des mineurs isolés](#)". Ce dispositif unique en France se veut une alternative à l'hébergement hôtelier de ces enfants, désormais interdit. Mais cela provoque aussi des critiques de la part des maires, qui reprochent une mesure imposée, mais aussi de la méfiance pour savoir si des moyens suffisants seront mis à disposition pour que ces villages fonctionnent correctement et dans le respect des enfants.

Kenya: Le gouvernement a officiellement lancé son plan Shirika, [une initiative visant à transformer les deux camps de réfugiés – Dadaab et Kakuma – en camps intégrés et autonomes](#), permettant aux réfugiés et aux communautés d'accueil de vivre et de travailler

côte à côte et d'accéder aux services des donateurs et du gouvernement. Ce projet recueille le soutien de la communauté kenyane et malgré certaines craintes, cette initiative se présente comme une solution innovante pour la recherche de solutions durables des populations réfugiées au Kenya.



Etude du MMC intitulée « [Comprendre et combattre la discrimination intersectionnelle dans le logement des personnes issues de l'immigration](#) », et qui couvre une analyse en Grèce, Malte et en Italie.

Travail

France: un procès révèle la situation d'exploitation dans laquelle se sont trouvés [plus de 50 travailleurs agricoles](#), principalement originaires d'Afrique de l'Ouest et en situation irrégulière. Au même moment, à Paris, un autre procès est en cours, suite à une [plainte déposée par une vingtaine de personnes en situation irrégulière](#) qui, pendant le Covid, ont trié les déchets dans des centres de recyclage. Exploités par un sous-traitant, ils ont travaillé pour le compte de grands groupes du secteur et demandent maintenant à être régularisés.



Une infographie publiée par le Mixed Migration Center (MMC) aborde « [L'impact de l'irrégularité sur l'accès des migrants au travail en Espagne](#) ».

04 | Contexte socio-politique - faits marquants

Tendances mondiales

Pape François: au-delà de son [inlassable engagement pour la cause des personnes en mobilité](#), le décès du Pape le 2 avril a permis de mettre en lumière son attachement à [l'Afrique](#)

[qu'il a visité à 5 reprises pendant son pontificat](#) et où se trouvent 20% des fidèles catholiques. Les hommages des chefs d'Etat du continent ont été nombreux.

Afrique

Corruption: le milliardaire français [Vincent Bolloré fait l'objet d'une plainte](#) panafricaine, dont les 11 plaignants (des ONG de lutte pour la transparence en Afrique) dénoncent des faits de « recel » et de « blanchiment » et réclament la restitution aux « Etats et populations victimes » de milliards d'euros.

Retrait USAID: même s'il fait partie des quelques secteurs exemptés par Washington, le

[démantèlement de l'USAID pourrait avoir un impact sur l'évolution du paludisme](#) en Afrique, qui a fait 570.000 morts sur le continent en 2023. Aussi, le [HCR](#) alerte sur le fait que 40% de son budget est soutenu par des financements américains, et craint les conséquences de la réduction des fonds sur ses effectifs et par ricochet, sur les personnes réfugiées et demandeuses d'asile dans le monde (cas de [l'Egypte](#)).

Afrique du Nord

Tunisie: Après que [lourdes peines aient été prononcées à l'encontre de grands noms de l'opposition](#), la France, l'Allemagne et les Nations unies ont dénoncé un procès inéquitable, ce qui a provoqué l'ire du Président [Kais Saïed qui a dénoncé une « ingérence flagrante »](#).

France/Algérie: niveau de crise diplomatique inédit entre les deux pays, après le [rappel de 24 agents diplomatiques à Alger](#). Début avril, une directive a annoncé le [remplacement du français par l'anglais dans les universités](#) du pays à compter de septembre.

Afrique de l'Ouest

AES: alors que les 3 pays de [l'AES sont en conflit diplomatique avec l'Algérie](#), un [rapprochement diplomatique est en cours avec le Maroc](#)..

Par ailleurs, tandis que le [nouveau président du Ghana](#) tente de convaincre les pays de l'AES de réintégrer la Cédéao, le [Togo a annoncé qu'il envisageait de rejoindre la confédération sahélienne](#). Sur le plan diplomatique toujours, la [France reconnaît désormais le nouveau passeport malien estampillé AES](#). En Mars, les 3 pays se sont [retirés de l'Organisation Internationale de la Francophonie \(OIF\)](#).

Burkina Faso: immense [manifestation convoquée fin avril en soutien au régime](#), quelques semaines après que le pouvoir avait affirmé avoir déjoué un « grand complot en préparation ». En avril, [une liste de 32 personnes « recherchées »](#) pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », comprenant des chefs djihadistes mais aussi des



Etude du Timbuktu Institute qui démontre comment le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou JNIM en arabe) cherche à s'implanter au Sénégal et en Mauritanie à partir de la région frontalière commune du sud-ouest du Mali



Etude du Conflict Armament Research (CAR) sur les sources d'approvisionnement en armes des groupes armés et des combattants islamistes en Afrique du Nord et de l'Ouest, qui identifie un réseau de trafics sahéliens s'étendant jusqu'en Syrie, au Mali et en Côte d'Ivoire. Les armes pillées lors de raids djihadistes contre les armées sahéliennes restent leur principale source d'approvisionnement.

journalistes et des lanceurs d'alerte a été publiée, et des [arrestations](#) opérées.

Aussi, la [justice a ouvert une enquête](#) après des [appels à l'« extermination » des Peuls](#), communauté régulièrement prise pour cible car accusée de nourrir les rangs des groupes djihadistes.

Mali: en réaction à l'abrogation de la loi encadrant le fonctionnement des partis politiques, une [coalition d'une centaine de partis politiques a manifesté](#) à Bamako, [craignant leur possible dissolution](#) par la junte au pouvoir.

Dans le nord du pays, rongé par l'insécurité, les [rebelles indépendantistes à majorité touareg, unis au sein du Front de libération de l'Azawad \(FLA\) auraient entamé des négociations avec les djihadistes](#) du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), et ce dans le but commun de chasser l'armée malienne de la région.

Niger: quelques semaines après que le chef du régime militaire, le général Abdourahamane Tiani, ait été [proclamé président de la république pour une durée de 5 ans minimum](#), 50 [détenus ont été libérés, dont d'anciens ministres](#) du gouvernement renversé en 2023. En revanche, le président déchu Mohamed Bazoum reste assigné à résidence.

Aussi, à l'occasion de la promulgation de la nouvelle « Charte de la refondation », qui a aussi valeur de Constitution, le régime militaire a décrété le [haoussa « langue nationale »](#) et relégué le français, jusqu'ici langue officielle du pays, au rang de « langue de travail ».

Benin: mi-avril, une [attaque djihadiste dans le nord du pays a fait 54 morts](#) parmi les militaires. Les autorités béninoises regrettent le [manque de coopération du Niger et du Burkina Faso](#) sur ce volet.

Côte d'Ivoire: Avec d'autres figures de l'opposition ([Laurent Gbagbo](#), [Tidjan Thiam](#), [Charles Blé Goudé](#)), l'ancien premier ministre et ex-chef rebelle [Guillaume Soro a été exclu de la](#)

[présidentielle d'octobre](#). Celui-ci a dénoncé une « dérive autoritaire assumée » par les autorités ivoiriennes ». Sur le plan social, les [syndicats de l'enseignement affrontent le gouvernement](#), dans un contexte de grève des enseignants. Aux revendications de percevoir une prime comme d'autres fonctionnaires, les autorités ont répondu par des arrestations.

Gabon: Le général putschiste, tombeur de la dynastie Bongo, [Brice Oligui Nguema, a obtenu 94,85 % des voix aux élections présidentielles](#), dix-neuf mois après son coup d'Etat d'août 2023.

Guinée: très attendue, la date pour la [tenue du référendum pour l'adoption de la nouvelle Constitution](#) a finalement été fixée au dimanche 21 septembre 2025. Des [élections](#) législatives et présidentielles sont également été annoncées pour cette année.

Nigeria: pays encore endeuillé après une succession d'attaques dans le [nord-ouest, nord-est, l'Est](#) du pays. Par ailleurs, la crise économique a un [impact fort sur l'accès aux médicaments](#), trop onéreux pour une population qui a de plus en plus recourt aux contrefaçons, malgré la répression des autorités.

Sénégal: signature d'un « pacte de stabilité » entre le gouvernement et les syndicats, prévoyant notamment [une « trêve sociale » de 3 années sans grève](#). Alors que les nouvelles autorités accusent l'ancien gouvernement d'avoir falsifié les chiffres des finances publiques, dont une [dette cachée de 7 milliards de dollars](#), les syndicats reprochent au gouvernement de [nombreux licenciements dans la fonction publique](#).

En parallèle, le Conseil constitutionnel a [invalidé une loi qui visait à annuler l'amnistie votée par Macky Sall](#), ancien président, afin d'apaiser les tensions politiques qui ont secoué le pays entre 2021 et 2024. Le nouveau texte ouvrait la voie à des poursuites contre des hauts responsables de l'ancien régime concernant les événements meurtriers de 2021 à 2024.

Afrique centrale

Tchad: pays frontalier du Soudan, le Tchad [renforce sa sécurité à la frontière](#), craignant un débordement du conflit.

Aussi : signature d'un [accord de paix entre le pouvoir et une milice dans le nord du pays](#), mettant ainsi un terme à plusieurs années d'instabilité dans la localité aurifère de Miski.

Afrique de l'Est

Ethiopie: le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a annoncé [l'interruption de l'aide pour](#)

[650.000 femmes et enfants souffrant de malnutrition](#), en raison d'un manque de financement.

Somalie: Les [djihadistes \(chabab\)](#), qui ont conquis plusieurs points stratégiques du pays, ont pris le contrôle de la ville de Masaajid Cali Gaduud, à 175 kilomètres au nord de Mogadiscio

Soudan du Sud: [crise politique qui s'aggrave et menace de dégénérer en guerre civile](#), dans la confrontation qui oppose le Président Salva Kiir

et son vice-Président Riek Machar. Tous deux se sont livrés une guerre de cinq ans qui a fait quelque 400.000 morts jusqu'à un accord de partage du pouvoir en 2018. Quelques [50.000 personnes ont été déplacées](#) par les affrontements récents.

Soudan: selon le CICR, [deux tiers des Soudanais vivant dans les zones de guerre sont privés de soins médicaux](#) en raison de la mise hors service de la majorité des établissements de santé.

Afrique du sud et australe

RDC: la RDC et le Rwanda sont en pourparlers pour négocier un accord de paix, après la [signature d'un accord à Washington](#). Les Etats

Unis et le [Qatar](#) se sont positionnés en médiateur.

05 | Actualités du RAEMH et du réseau Caritas

A lire sur notre site des articles préparés par nos membres !

Un hommage aux personnes exilées en France qui travaillent et contribuent aussi au ciment social de la société : « [Sans eux, nous n'y arriverons pas](#) »

Une rencontre des membres de la confédération Caritas à Chypre, pour la paix : [PeaceMed à Chypre : la paix comme bien commun](#)

Une référence au travail mené par l'une de nos organisations membres l'OCPH-Caritas Guinée, dans le domaine de la santé des personnes de retour, à l'occasion de la [journée mondiale de la santé](#).

Un regard œcuménique depuis la Mauritanie, à l'occasion de la célébration de Pâques, dont le Carême a coïncidé cette année avec le mois sacré du Ramadan : « [Ramadan et carême, des chemins croisés vers Dieu et des itinéraires de solidarité avec les personnes en situation de mobilité](#) ».

www.raemh.org